HAL open science

Les 100 facettes de la politique comparée : radiographie de "Critique internationale"

Hélène Combes, Éric Verdeil, Daniela González

▶ **To cite this version:**

Hélène Combes, Éric Verdeil, Daniela González. Les 100 facettes de la politique comparée : radiographie de "Critique internationale". Critique Internationale, 2023, 3 (100), pp.15-33. 10.3917/crii.100.0015 . hal-04203615

HAL Id: hal-04203615

https://sciencespo.hal.science/hal-04203615v1

Submitted on 10 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les 100 facettes de la politique comparée : radiographie de *Critique internationale*

par Hélène Combes (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France), Éric Verdeil (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France) et Daniela Gonzalez

In : Critique Internationale, 2023, n° 100, pp. 15-33.
DOI : https://dx.doi.org/10.3917/crii.100.0015

« Un nouveau départ (…) pour la politique comparée » : **tel est** l'un des **objectifs présentés** dans l'éditorial du n°1 de *Critique internationale* **par Jean**-François Bayart **en 1998**. **Tout** en **évoquant** le paysage déjà dynamique des revues de sciences sociales françaises, **le fondateur de la revue souligne** la nécessité de proposer un espace éditorial pour des travaux **situés** à la jonction des grands questionnements de sciences sociales, des relations internationales et des terrains appelés alors internationaux – **aujourd'hui, nous parlerions plutôt de terrains extra-européens**. **Il constate en effet qu'il existe,** d'un côté, des revues généralistes qui s'intéressent peu à l'« international », de l'autre, des revues portant sur des aires qui ne comparent pas, **tandis que** les revues de relations internationales ou de politique étrangère forment un espace de débats en soi. **Dès sa naissance, l**'identité de ***Critique internationale*** se dessine donc en creux – ce que n'offrent pas les autres **revues –** mais avec un relief **particulier** : proposer dans le monde éditorial français **une ligne originale qui articulera** global, circulations, terrains et débats conceptuels comparatifs. L'ambition est donc d'interroger des terrains internationaux et de l'international à l'aune de grandes questions de sciences sociales. **Cette** définition de la politique comparée, **qui renvoie**, plus largement, **à** un courant de la science politique **française, «** simultanément, (…) défend les vertus d'une mise en regard des objets à travers le temps et l'espace, en ouvrant l'étude de cas au vent du large »[1].

Comment, 25 ans plus tard, **ce** pari a-t-il été tenu ? Pour le savoir, nous avons choisi d'objectiver les publications (et les auteur·es) de la revue à travers une base de données. Nous suivons en cela les pas de la revue *Genèses*, notre aînée en **nombre de livraisons**, qui, pour son n°100, est revenue en détail sur l'évolution de son comité de rédaction depuis sa

[1] Adam Baczko, Laurent Gayer, Élise Massicard, « **La monographie comparative : embrasser la tension entre singularité et universalité** », dans ce numéro, p. ?? à compléter par moi sur épreuves.

fondation, ainsi que sur la question de l'interdisciplinarité dans la revue et **de** sa signification pour les sciences humaines et sociales en France[2].

Pour *Critique internationale*, trois grands enjeux se dégagent des 795 articles examinés entre 1998 et 2022. **Le premier consiste à se** situer dans le paysage éditorial des revues de **sciences humaines et sociales** en France, le **deuxième concerne** la manière dont se décline l'objectif d'internationalisation dont la revue a fait son ambition, **le troisième, qui** recoupe les deux premiers, a trait aux transformations des pratiques et d'écriture de la recherche. **Nous verrons donc d'abord comment la revue se situe par rapport aux grandes transformations démographiques du champ des SHS. Nous nous attacherons ensuite, plus particulièrement, à l'internationalisation sous l'angle de l'autorat. Enfin, nous analyserons les transformations des pratiques d'écriture et la manière dont elles mettent en pratique l'approche comparée dont la revue se veut la promotrice.**

Méthodologie : comment appréhender notre autorat ?

Nous avons constitué une base de données des 795 articles de la revue et de leurs 905 auteur·es à partir des sommaires **présentés sur** le portail Cairn**.info**. Notre attention s'est portée sur les variables qualifiant l'internationalisation : pays de travail des auteur·es, pays sur lesquels portent les articles. **L**'objectif est de questionner l'internationalisation entendue comme décloisonnement géographique de la recherche, en mesurant l'évolution de la présence de chercheur·es d'institutions étrangères. Il s'agit aussi d'articuler cette donnée avec des variables permettant de qualifier socialement la revue dans son paysage éditorial francophone (cf. *Genèses*), en interrogeant, en arrière-plan, **les** grandes transformations du paysage des SHS : rapports de genre (féminisat**ion) ;** conditions d'exercice professionnel au regard de la précarisation accrue du monde de la recherche (statut d'exercice, établissements d'exercice qualifié, dans le contexte français, au regard de l'opposition grandes écoles/universités) ; évolution disciplinaire (quelles disciplines **dominantes ?)** avec les réserves de prudence dues au caractère autodéclaré de cette **donnée.**

En ce qui concerne les articles, nous avons mené l'analyse sous l'angle **non seulement** des pays étudiés, mais aussi des méthodes, notamment **à travers** le

[2] Yann Potin, « Qui sommes-nous ? Une esquisse de morphologie du comité de rédaction (1990-2015) », *Genèses*, 100-101 (3-4), 2015, p. 9-19 ; Julien Boelaert, Nicolas Mariot, Étienne Ollion, Julie Pagis, « Les aléas de l'interdisciplinarité. *Genèses* et l'espace des sciences sociales françaises (1990-2014) », *ibid.*, p. 20-49.

rôle du comparatisme ; nous avons également prêté attention aux méthodes de collecte des données, entre ethnographie, archives et documentation, entretiens, sachant que la revue n'a que peu accueilli les méthodes quantitatives. Une lecture cursive des articles, notamment de leurs introductions, a été nécessaire pour ce travail.

Le traitement des évolutions s'est fait parfois en observant les tendances année par année, et dans d'autres cas en distinguant l'avant et l'après 2011, date correspondant au milieu de la période étudiée. C'est un choix pragmatique, auquel s'ajoute la considération que les soulèvements dans le monde arabe, couplés à d'autres transformations, ont été susceptibles de transformer les objets et pratiques de recherche. Toutefois, nous réintroduisons aussi dans l'analyse le facteur de la politique éditoriale en prenant en considération les changements de la rédaction en chef et du comité de rédaction.

Une revue au cœur des transformations des sciences sociales

Avant de radiographier les auteur·es de *Critique internationale*, il nous semble important d'évoquer un panorama plus général de l'évolution des sciences sociales et des métiers de la recherche. Le paysage français des revues de SHS se transforme constamment, notamment avec l'arrivée de nouvelles revues[3]. Plusieurs tendances sont à l'œuvre, dont témoignent ces créations. Tout d'abord, les effectifs en SHS ont globalement augmenté au cours de ces trente dernières années[4]. La création de nouveaux espaces de publication répond donc à la nécessité de publier des recherches de plus en plus nombreuses. Plusieurs facteurs tendent à

---

[3] En 2020, la mobilisation des revues « en lutte », qui a donné lieu à la création d'un collectif de plus de 70 revues de sciences sociales, a mis en évidence la richesse du monde de ces publications mais aussi sa grande hétérogénéité. Voir notamment Université ouverte, « *Le Monde* : les revues scientifiques fragilisées par les projets de loi », 29 janvier 2020 (https://universiteouverte.org/2020/01/28/le-monde-les-revues-scientifiques-fragilisees-par-les-projets-de-loi/?fbclid=IwAR07C3Rej6h9hEO0GSqwL1R_kwwpRQE_HG010NjqPMdrGThNRd-).

[4] Les effectifs d'enseignants-chercheurs titulaires du groupe 4 (labellisé Sciences humaines) sont passés de 5 267 à 6 529 (+24 %) entre 1999 et 2019 (https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/statistiques/59/2/Evolution_des_enseignants-chercheurs_1999-2019_par_groupes_1316592.pdf). En revanche, au CNRS, la population a décru pour les chercheurs rattachés à la section 40 « Politique, pouvoir, organisation » dont l'appartenance disciplinaire est plus labile. Elle est passée de 225 en 2002 à 194 en 2014, puis est remontée à 206 en 2019. Voir les rapports de conjoncture 2019 du CNRS où l'on trouve aussi des données intéressantes sur la perception de la politique comparée (https://rapports-du-comite-national.cnrs.fr/rapports-de-conjoncture/).

intensifier **ce** processus de publication : une facilité technologique (simplification du processus éditorial avec la numérisation – **sans parler** du développement des revues en ligne, ce que *Critique internationale* n'est que secondairement, **puisqu'elle est aussi** une revue papier) ; **une** préférence collective croissante pour la publication d'articles **plutôt que de** livres et pour des formats courts ; **une** pression à la publication **en raison d**es nouvelles formes d'évaluation des carrières de chercheur·es, notamment pour **les plus jeunes qui sont** en quête d'un poste.

Ensuite, **parallèlement à cette** augmentation numérique, le milieu de la recherche connaît des transformations socio-démographiques. La féminisation des emplois est une tendance forte, **même si** elle n'implique pas en général une transformation des inégalités de genre, notamment sur le plan hiérarchique[5]. **U**ne précarisation structurelle est **par ailleurs** en cours, qui se traduit par la difficulté des jeunes chercheur·es à accéder à des postes de titulaires. **La hiérarchisation** sociale de l'espace universitaire français est, **elle aussi,** un enjeu de ces grandes transformations du paysage **des SHS. Elle** peut se lire à partir des types d'institutions, notamment ***via*** l'opposition entre grandes écoles, y compris Sciences Po **Paris, dont** émane la revue, et universités, et de la géographie des lieux d'exercice, à travers l'opposition entre la région parisienne et le reste de la France.

Les SHS sont également traversées par une tension entre une spécialisation de la recherche, qui passe par une disciplinarisation accrue et même **par** la multiplication des champs et des sous-champs de recherche, **et une** volonté **de plus en plus affirmée** d'unifier les sciences sociales contre leur émiettement disciplinaire, **et ce,** autour de nouveaux paradigmes **et de** pratiques méthodologiques partagées. **Face** à ces grandes tendances et tensions du ch**amp** des SHS, où se situe *Critique internationale* et **comment a-t-elle** évolué **depuis sa création** ? **La revue** s'affirme comme l'un des lieux d'expression d'une science politique empirique qui est aussi une sociologie politique comparée**. C**omment cela se traduit-il en pratique, sur le plan des affiliations disciplinaires mais aussi des démarches et méthodes de recherche ?

L'ambition d'internationalisation, **qui** est au **fondement** de l'identité de *Critique internationale*, peut se décliner sous plusieurs angles. **Elle** implique un élargissement des

---

[5] Ainsi, entre 2010-2011 et 2021-2022, la proportion **d'hommes** parmi les enseignants-chercheurs titulaires des établissements publics de l'Enseignement supérieur est passée de 58 % à 53 %, **et chez les professeurs de 65 % à 58 %**. Département des études d'effectifs et d'analyse des ressources humaines, ministère de l'Enseignement **supérieur** et de la Recherche (https://data.esr.gouv.fr/FR/T525/P311/tableau_des_enseignants_de_l_enseignement_superieur_public_niveau_etablissement_-_resultats_pour_enseignants_chercheurs)

espaces géographiques d'investigation, pour faire émerger de nouvelles questions. Elle pose en même temps une exigence de comparaison entre les sociétés et les processus politiques, **comparaison** menée à des échelles différentes, au-delà de la France et de l'Europe, **et que l'on peut observer** à **travers la** géographie des espaces étudiés, **les** niveau**x** d'analyse (local, national, transnational) **et le degré de** profondeur historique. Une autre dimension essentielle de cette internationalisation concerne les auteur·es, et la capacité de la revue à attirer des contributions provenant de différents pays, afin de fournir des perspectives différentes et complémentaires en termes de posture intellectuelle ou méthodologique.

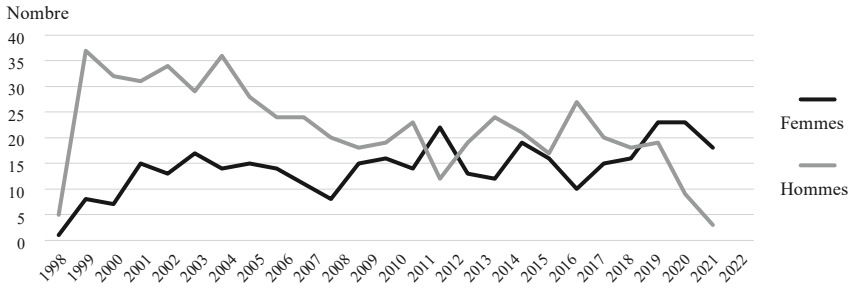
En lien avec cette ambition d'internationalisation, nous proposons aussi d'examiner les pratiques de recherche et d'écriture pour cerner en quoi elles traduisent **ces** évolutions. Nous nous focalisons notamment sur les méthodes utilisées dans les articles publiés par la revue. Quelles sont les démarches dominantes et comment sont-elles explicitées, dans un contexte où la recherche **en** SHS est sommée **de pratiquer** une plus grande réflexivité et **de** justifier davantage les méthodes et les sources, ainsi que leur mode de traitement ?

Un autorat plus féminin que dans bien d'autres revues

De 1998 à 2011-2012, on constate une forte domination masculine (360 auteurs pour 168 autrices). Celle-ci **diminue** toutefois **progressivement jusqu'en 2019-2020, date à laquelle s'opère un basculement,** le nombre d'autrices **dépassant** nettement le nombre d'auteurs. **Notons, sans forcément tirer un lien de cause à effet, que sur cette seconde période la revue est dirigée par des femmes et que l'équilibre de genre est atteint depuis 2017 au sein du comité de rédaction. Autre indicateur important**, à partir de cette **seconde** période, **les coordinateurs de dossiers Thema sont majoritairement des coordinatrices (14 contre 9). Ainsi, alors qu'elle se situait dans la moyenne basse de la féminisation de l'autorat (31,2 %) dans la première période, *Critique internationale* devient durant la seconde période la revue de science politique dont l'autorat est le plus féminisé (49,9 %)[6].**

Graphique 1. Évolution du nombre de femmes et d'hommes parmi les signataires d'articles

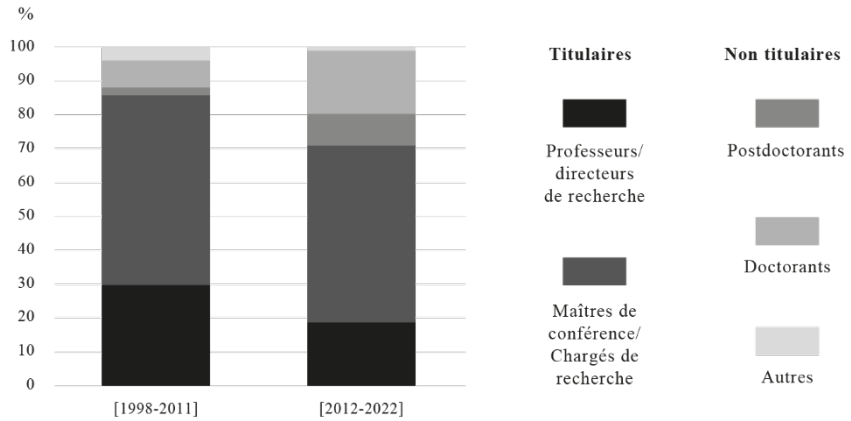
[6] Sur cette **seconde** période, **cette proportion est** de 32,1 % pour la *Revue française de science politique*, 40,2 % pour *Politix*, 43,6 % pour la *Revue internationale de politique comparée*, 29 % pour *Raison politique*, **et** 33,6 % pour *Gouvernement et action publique*. Yves Déloye, « Le genre d'une revue disciplinaire. **Le cas de la *Revue française de science politique* (1951-2021)** », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 42, 2023, p. 225-251.



Une revue qui s'ouvre lentement aux statuts précaires

La grande majorité des auteur·es sont de rang MCF/CR, suivis par les professeurs/DR (respectivement 494 et 202). Dans les deux cas, les hommes sont les plus nombreux, mais cette domination est plus marquée au rang de professeur**s**/DR, même si la tendance est au rééquilibrage dans la **seconde** période (56 %/44 % contre 71 %/29 %). **Au cours de cette seconde période**, on note une augmentation des articles publiés par les auteur·es non titulaires (de 69 à 113), **qui sont toutefois toujours minoritaires**. Par ailleurs, **parmi ces non titulaires**, il y a davantage d'autrices **que d'auteurs**. Dans le même esprit, la coordination de **Thema** est souvent portée par au moins **un·e** collègue non titulaire (du moins au moment de la sélection par le comité).

Graphique 2. Évolution des statuts parmi les signataires d'articles

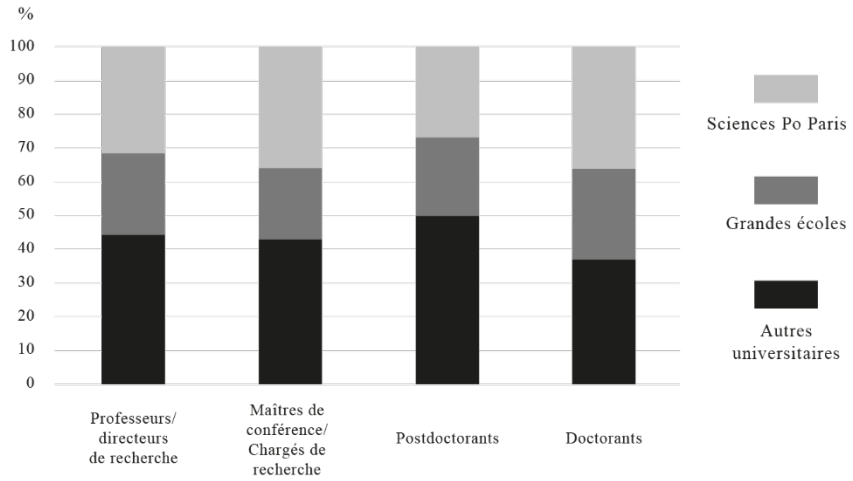


Un rééquilibrage en faveur des universités et de la province

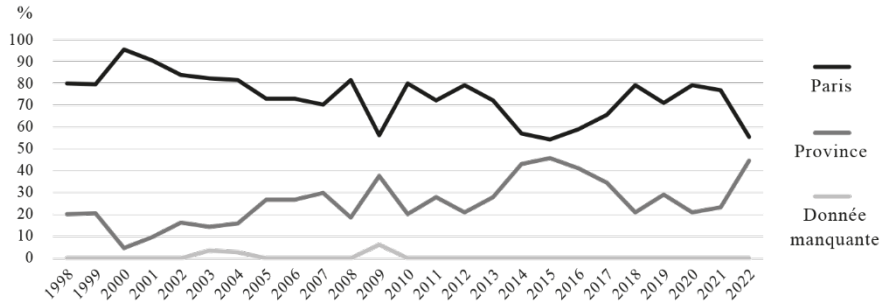
L'analyse des lieux d'exercice, pour les institutions françaises, montre que la revue publie **plus** d'auteur·es de Sciences Po Paris (34 %) et des autres grandes écoles (23 %) **que d'auteur·es** en provenance des universités (43 %), mais, **au cours de ces** onze dernières années, la part des universités s'**est accrue**, passant de 30 % à 59 %, ce qui traduit un rééquilibrage et une ouverture **à la communauté académique dans sa diversité de la part** d'une revue initialement centrée sur Sciences Po Paris. De même, si l'on note une persistance

de l'ancrage parisien des auteur·es français·es, on observe également la croissance des contributeurs et contributrices exerçant en province, ce qui correspond aussi à un rééquilibrage, dans le domaine des SHS en général et de la science politique en particulier, en faveur de la province. En termes de sex-ratio, pour les établissements français, le nombre d'autrices est plus fort à Sciences Po Paris que dans les universités et surtout les autres grandes écoles. Enfin, il existe une légère surreprésentation des doctorant.es de Sciences Po Paris, mais pas au niveau des postdoc.

Graphique 3. Affiliation institutionnelle par statut des signataires d'articles en poste en France



Graphique 4. Répartition Paris/province des signataires d'articles en poste en France



L'analyse de l'autorat de la revue montre un processus de normalisation : on y retrouve les grandes tendances qui caractérisent le champ des SHS tandis que la spécificité liée à son ancrage à Sciences Po Paris lors de sa fondation semble se résorber. L'analyse de la dimension internationale de l'autorat confirme ce constat.

Une **revue française** internationale **(et pluridisciplinaire ?)**

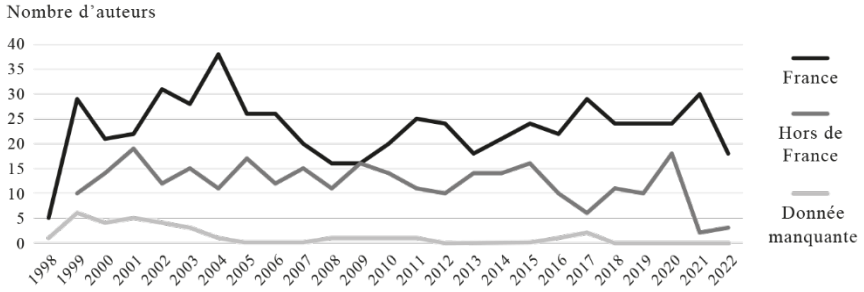
Si les terrains de la revue sont internationaux, le nombre **de ses auteur·es** exerçant en France passe de 61,1 % **durant** la première période à 68,7 % **durant** la **seconde**. Les données détaillées par année montrent que, **durant** la première période, la participation d'auteur·es en poste à l'étranger est variable, mais elle augmente nettement dans la **seconde** moitié des années 2000. Dans la **seconde** période, le nombre d'auteur·es exerçant à l'étranger décroît tendanciellement, malgré un pic en 2020[7].

Dans ses premiers numéros, *Critique internationale*, **revue *portée* institutionnellement par le CERI**, est clairement une revue ***du*** CERI, qui publie les différentes générations de chercheur·es, alors doctorant·es ou déjà en poste, comme Béatrice Hibou, Romain Bertrand ou Richard Banégas, pour le premier numéro, Christophe Jaffrelot, Christian Lequesne, Jacques Rupnik, Marie-Claude Smouts, entre autres, pour le deuxième. Certains sont aussi fondateurs de la revue. Cependant, dès le premier numéro, Richard Descoings, jeune directeur de Sciences Po, place l'internationalisation comme ambition principale de la revue[8] : internationalisation dans la compréhension du monde mais aussi dans les approches mobilisées. Les premiers numéros proposent ainsi des traductions **– puisque *Critique internationale* a été voulue par ses fondateurs comme exclusivement en langue française –** d'auteurs indiens (Ashutosh Varshney **dans** le n°1, Partha Chatterjee **dans** le n°2, Sanjay Subrahmanyam **dans** le n°3 ou Sunil Khilnani **dans** le n°10). Dans les numéros suivants, la traduction d'articles de collègues étrangers accompagne des articles de collègues du CERI portant directement sur leurs recherches ou mettant à profit leur connaissance des trajectoires historiques d'un cas national pour en commenter, en profondeur, l'actualité du moment. À partir du n°10, et peut-être d'une certaine stabilisation institutionnelle de la revue, on peut noter la participation régulière de collègues internationaux, de premier plan, comme l'historien américain Fred Cooper ou l'anthropologue néerlandais Peter Geschiere, qui avaient un lien de compagnonnage avec Jean-François Bayart.

Graphique 5. Évolution de l'implantation nationale des signataires d'articles

[7] **Au demeurant,** se poser la question de la place des auteur·es en poste à l'étranger dans notre revue parle déjà d'un aspect **de son identité**. Ainsi, cet indicateur statistique ne figure pas dans **les articles d'autres** revues objectivant leur autorat.

[8] Richard Descoings, « Postface », *Critique internationale*, 1, 1998, p. 195.



Sur les années suivantes, les pics sont essentiellement dus à des numéros spécifiques composés essentiellement d'auteur·es étrangers **et étrangères**. Ainsi, en 2009, le Thema du n°43, « Social-démocratie, marchés et compromis », publie de nombreux collègues d'Europe du Nord. Le pic de 2020 **s'explique en** grande partie par le Thema **du n°89** « États **d'émergence** en Afrique », coordonné par trois collègues en poste en Suisse (Didier Péclard, Antoine Kernen, Guive Khan-Mohammad), **et qui** mobilise des auteur·es extérieur·es aux réseaux africanistes **français : une collègue** en post-doctorat à l'Université de Trieste, une doctorante de l'Université d'Édimbourg et une autre de l'Université d'Oslo, un collègue de l'Université de Yaoundé et trois collègues de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké.

S'il y a indéniablement un effet Thema sur certaines années, il est cependant notable que presque aucun numéro de *Critique* n'est uniquement composé d'auteur·es en poste en France. Sur les dernières années, de nombreux **dossiers** – **tels que** « Corps migrants **aux frontières méditerranéennes de l'Europe** » **(n°83, 2019) et** « Citoyennetés industrielles **et formes du lien syndical** » **(n°87, 2020)** – ont par exemple publié des auteur·es italien·nes. Cependant, maintenir la participation d'auteur·es établi·es à l'étranger n'a rien d'évident **face à l'évolution des modes d'évaluation de la recherche** dans beaucoup de pays européens. Une collègue d'Europe du sud nous confiait : « Un article de *Critique internationale* ne sera même pas pris en compte dans mes évaluations… mais, pour moi, c'est comme un acte de résistance qui me montre à moi-même que je suis capable de rester libre dans ma manière de faire de la recherche ». Malgré les collaborations scientifiques fortes des membres de la rédaction ou des porteurs **de** Thema, malgré les moyens déployés par la revue pour attirer des auteur·es étrangers et étrangères – évaluations dans toutes les langues parlées par les membres du comité[9] et prise en charge des traductions –, force est de constater que souvent les

[9] Nous évaluons régulièrement des articles en anglais et en espagnol**, plus** rarement des articles en portugais, **mais** les autres compétences linguistiques des membres **de la rédaction demeurent** inexploitées (arabe, russe, chinois, bulgare).

impitoyables règles du marché scientifique international ne nous permettent pas d'ouvrir la revue autant que nous le souhaiterions à des auteur·es d'ailleurs.

Enfin, si la revue s'est inscrite d'emblée dans une revendication de pluridisciplinarité, **celle-ci se révèle partielle quand on analyse les informations fournies par les** auteur·es. **De fait, la science politique domine fortement (55,2 % des auteur·es), même si la sociologie a bénéficié d'une évolution qui lui permet aujourd'hui de s'affirmer comme deuxième discipline de référence (19,9 %)**. **L**'histoire, l'économie et l'anthropologie se situent autour de 5 %[10]. Au **fil** du temps, la part de la science politique **a eu tendance** à baisser ainsi que celle des autres disciplines, **et les** auteur·es se réclamant de la sociologie **sont devenus de plus en plus nombreux**. Les auteur·es étrangers et étrangères sont proportionnellement plus nombreux·ses à se réclamer d'autres disciplines (29 % contre 19 %), et la part des sociologues y est moins élevée que pour les auteur·es basé·es en France (17 % contre 22 %).

Graphique 6. Discipline des signataires d'articles

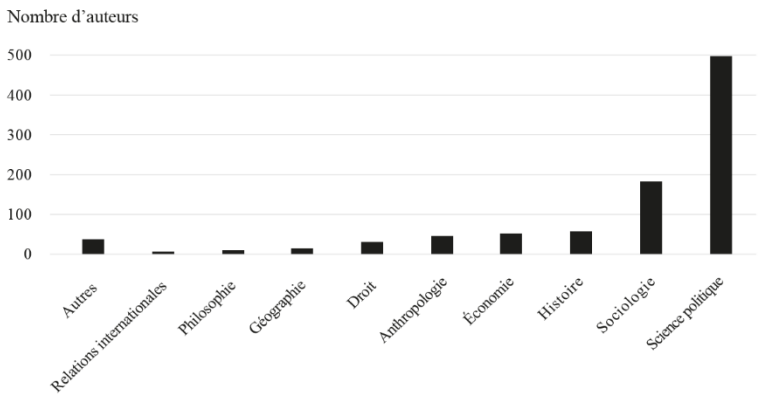


Tableau 1. Rattachement disciplinaire et lieu d'exercice des auteur·es

	1998-2011				2012-2022		
Disciplines	Autres disciplines	Science politique	Sociologie	Total	Autres disciplines	Science politique	Sociologie
France	12 %	36 %	7 %	**55** %	8 %	22 %	15 %
Hors **de** France	16 %	35 %	10 %	61 %	12 %	19 %	8 %
NP	81 %	6 %	0 %	**87** %	6 %	6 %	0 %
Moyenne par	16 %	35 %	8 %	58 %	9 %	20 %	12 %

[10] **En France**, comme dans d'autres pays, les relations internationales sont considérées comme une **sous-discipline** de la science politique. **C'est donc** la discipline déclarée par l'auteur **qui a prévalu dans le codage**.

discipline							

Ce tableau montre très clairement les évolutions différenciées des auteur·es étrangers et étrangères et français·es de la revue au regard de leurs affiliations disciplinaires **sur plusieurs années**. La montée de la sociologie et la baisse des autres disciplines concerne**nt** surtout les auteur·es français·es. Parmi les auteur·es étrangers et étrangères, il y a un léger affaissement de la science politique, mais sans montée de la sociologie. **Une grande majorité d'articles (**73 %) sont signés par un·e seul·e auteur·e. On ne note pas de variation significative concernant les pratiques de cosignatures selon le lieu d'exercice des auteur·es. En revanche, sur le plan disciplinaire, les sociologues publient plus souvent des articles cosignés que les politistes, les membres des autres disciplines se **situant** entre les deux.

La pratique des cosignatures concerne 91 articles, soit environ 10 % des articles publiés. 44 d'entre eux associent des cosignataires de disciplines différentes (109 cosignataires) dont 37 politistes, 28 sociologues et 44 d'autres disciplines. Au regard de leur présence dominante dans la revue, les politistes cosignent donc moins fréquemment que les sociologues et que les auteur·es d'autres disciplines. La pluridisciplinarité entre auteur·es existe, mais elle est rare et concerne moins les deux disciplines principales que les disciplines minoritaires. Dans le détail, les cosignatures interdisciplinaires associent dans 16 cas des politistes et d'autres disciplines que la sociologie, dans 14 cas politistes et sociologues, dans 12 cas des sociologues et d'autres disciplines, et dans deux cas d'autres disciplines seules.

Voyage au cœur de la revue

Terrains de recherche

Indéniablement, *Critique internationale* a tenu le pari de proposer un espace de publication pour les sciences sociales du politique portant sur l'international. Certains éditoriaux illustrent bien cette diversité à l'instar de celui du numéro Varia **de 2021 (n°**93) : « Ce nouveau numéro de *Critique internationale*, composé d'articles Varia, est à l'image de la revue : pluriel dans ses terrains d'enquête, divers dans ses thématiques. Il amène ainsi le lecteur du Liban au Mexique, du Bénin aux États-Unis, de la France au Botswana, et du Cameroun à l'Irlande du Nord, en passant par l'Union soviétique des années 1960. Dans une tradition fortement ancrée à *Critique internationale*, il propose deux articles de sociologie des combattants (les milices chrétiennes au Liban et l'IRA). Deux autres articles portent sur les injonctions internationales

en matière d'efficacité dans l'enseignement maternel et primaire (Bénin) et dans la lutte contre la corruption (comparaison Botswana/Cameroun). C'est aussi une sociologie fine de milieux professionnels qui se dessine dans les domaines des transports à Mexico et du théâtre à New York. Enfin, ce numéro propose aussi une profondeur historique sur plusieurs phénomènes sociaux, notamment à travers l'étude de la diplomatie scientifique de la guerre froide ».

Cependant, il ne suffit pas qu'un article porte sur un terrain extra-européen pour entrer dans la ligne **éditoriale** de la revue. Il **nous arrive** fréquemment de devoir rappeler que *Critique internationale* n'est pas « une revue de toutes les aires » : il s'agit bien de questionner un terrain à l'aune de problématiques générales de sciences sociales[11]. De plus, si à son origine, la revue a combiné grands débats de sciences sociales et commentaire**s** savant**s** de l'actualité[12], cette rubrique a disparu avec le temps. Revenons précisément, sur les terrains des articles de la revue et l'évolution constatée au fil des années.

Graphique 7. Régions abordées

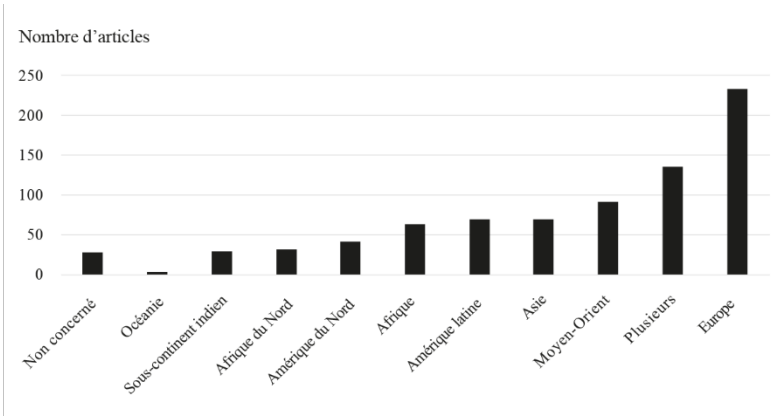


Tableau 2. Régions étudiées

[11] Par exemple, un article sur des élections dans tel ou tel pays n'intéresse la revue que si **la** question s'inscrit dans des débats généraux et comparatifs sur la sociologie électorale ou celle de l'engagement.

[12] Voir « **James Scott et la liberté contre l'État », p**odcast « Critique(et)Vous », **dans lequel Christophe Jaffrelot, interrogé par Marieke Louis (de la rédaction de *Critique*), revient sur le texte de cet auteur, « La montagne et la liberté », publié dans le n°11 (2), de 2011** (https://www.sciencespo.fr/ceri/lab/audiovisuel/podcast-n-100-de-critique-internationale/?fbclid=IwAR2Q-g0WUHnjDhJXuSIhx6vNtVCqA2IBKliLxoFLIu-6myECdX6sURVMALI).

Périodes	Afrique	Afrique du Nord Moyen Orient	Amérique	Amérique Latine	Asie	Sous-Indien	Europe	Océanie	Plusieurs	NP	Total
1998-2011	28 6 %	18 4 %	53 12 %	25 5 %	24 5 %	49 11 %	17 4 %	153 33 %	1 0 %	90 20 %	2 0 %	460 100 %
2012-2022	35 10 %	14 4 %	38 11 %	16 5 %	45 13%	20 6 %	12 4 %	81 24 %	2 1 %	46 14 %	26 8 %	335 100 %
Total **et moyenne en pourcentage**	63 8 %	32 4 %	91 11 %	41 5 %	69 9 %	69 9 %	29 4 %	234 29 %	3 0 %	136 17 %	28 4 %	795 100 %

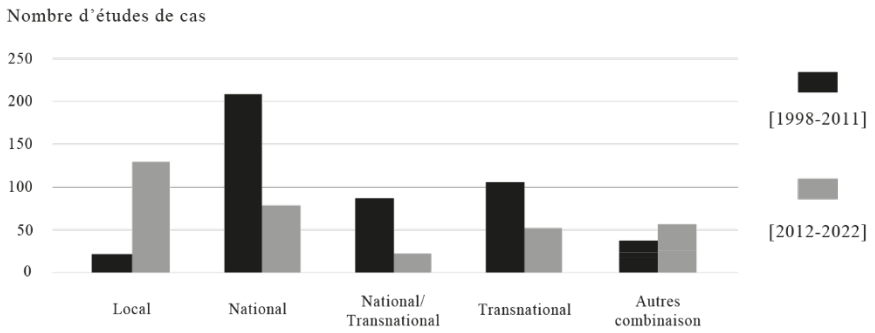
Les régions les plus étudiées dans la revue sont l'Europe (29 % des articles), puis l'Afrique du Nord-Moyen Orient (15 %), l'Asie (13 % dont 4 % pour le monde indien), l'Amérique latine (9 %), l'Afrique subsaharienne (8 %), l'Amérique du Nord (5 %). **Cette** vision doit **toutefois** être affinée afin de mieux saisir **la montée progressive des** contextes extra-européens dans les publications de la revue. Alors **qu'elle** est **très** importante **durant** les douze premières années, **la** place **de l'Europe** diminue (de 33 % à 24 %). Les terrains extra-européens, eux, gagnent en importance, surtout l'Amérique latine (de 5 % à 13 %) et l'Afrique subsaharienne (de 6 % à 10 %). Les autres régions sont en fait stables à légèrement déclinantes, sauf l'Asie (hors monde indien) qui perd de la place. On peut voir dans ces évolutions le reflet de**s changements** de la politique éditoriale de la revue ainsi que de la composition du comité de rédaction, qui fait plus de place à des chercheur·es en lien avec ces aires **régionales.** Avant **le renouvellement de l'équipe, processus qui s'est achevé à la fin de l'année** 2017, un travail en amont a été fait afin de cartographier les besoins de la revue d'un point de vue thémati**que** et/ou géographique. Ce n'est qu'à l'issue de ce travail **de repérage** que l'équipe a été reformée afin de réaliser un double maillage en termes d'objet et d'aires.

Les contextes européens sont **très souvent, voire toujours étudiés** dans les Thema **mais c'est aussi dans cette rubrique** – et uniquement dans cel**le**-ci – que l'on trouve des articles sur **la France**, qui devient alors un terrain comparatif comme un autre, **analysé dans le cadre d'un dossier**. Pour ne prendre que quelques exemples récents, citons l'article de Daniel Veron, « Sans combat, il n'y aura rien du tout ! ». L'engagement des sans-papiers pour leur régularisation (région parisienne, 2008-2011) » (n°84, **2019**) ou celui d'Olivier Borraz et Elsa Gisquet, « L'extension du domaine de la crise ? Les exercices de gestion de crise dans la

gouvernance de la filière nucléaire française » (n°85, **2019**). Ici, la ligne comparative de *Critique internationale* **prend toute** sa force en provincialisant la France.

Sur toute la période, les articles traitant **de** plusieurs régions en comparant des cas **sont passés de 20 % à 14 %, ils représentent donc en moyenne** 17 % du total,. une tendance qui s'affirme dans la deuxième période alors qu'elle **n'existait pas dans la revue à ses débuts** Par ailleurs, 4% ne traite**nt** pas spécifiquement d'ensembles géographiques identifiés (par exemple **ceux qui portent** sur des organisations internationales),. Le modèle dominant de publication reste donc bien la monographie comparatiste. Nous avons aussi codé les articles en fonction des niveaux d'analyse des études de cas, en distinguant échelle locale, nationale et transnationale, sachant que la combinaison de différents niveaux d'analyse est possible.

Graphique 8. Type d'études de cas



Cette analyse montre la domination d'une focale nationale (287), suivie par le niveau local (150) et le niveau transnational (158)**, pratiquement à égalité**. Les études articulant niveaux national et transnational sont également nombreuses (107) **tandis que** les autres combinaisons **sont en plus faible nombre**.

La prise en compte des évolutions de la focalisation des articles témoigne d'une montée en puissance impressionnante d'études menées au niveau local (de 21 à 129 d'une période à l'autre), alors que les approches à des niveaux nationaux ou transnationaux ou combinant les deux déclinent fortement, en valeur absolue et en proportion : de 209 à 78, pour la focale nationale, de 106 à 52, pour la focale transnationale, et de 87 à 20, pour la combinaison des deux focales. Cette montée en puissance des études localisées renvoie à une tendance générale de la science politique française depuis une quinzaine d'années. Certains travaux articulent d'ailleurs terrains localisés et circulations au niveau transnational. **C'est tout particulièrement le cas des travaux** sur l'action collective. On peut citer l'article de Mathilde Allain « Les jeux d'échelles de l'action collective : militantisme local et solidarité

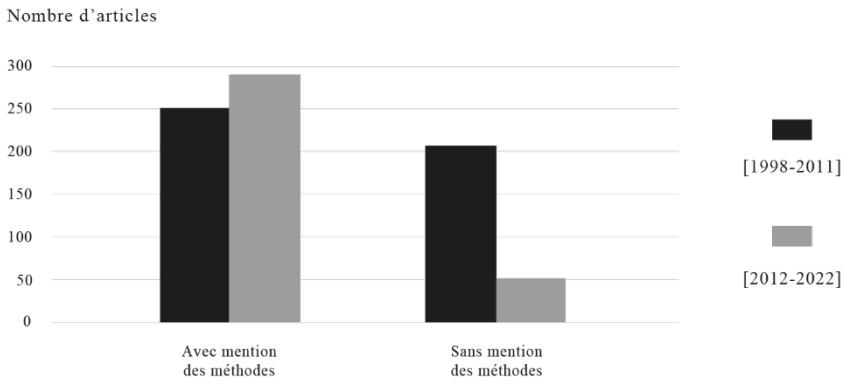
internationale dans les campagnes de Colombie » (n°82, **2019)** ou celui de Pauline Brücker « Violences de l'exil, mémoire des luttes et plasticité de l'engagement. Le cas des demandeurs d'asile soudanais en Israël » (n°84, **2019)**.

Une autre manière d'apprécier l'intention comparatiste dans les articles a consisté à identifier ceux qui **ont recours** explicitement à plusieurs cas ou terrains. Nous constatons que cela ne correspond qu'à une minorité d'articles (18 %) mais que leur proportion est en hausse au cours de la seconde période d'existence de la revue (de 16 % à 22 %). Les cas comparés sont parfois géographiquement proches, parfois géographiquement lointains, comme **dans l'article** de Sidy **Cissokho** « Être officiel ou faire officiel ? Sur deux styles de barrages routiers en Afrique de l'Ouest (Ghana/ Sénégal) » (n°83, 2019) et celui de Marine **Al** Dahdah, « La santé maternelle par téléphone portable au Ghana et en Inde : inégalités et intersections technologiques » (n°83, 2019). Dans d'autres cas, plusieurs pays ne forment finalement qu'un seul terrain comme dans l'article de Lucile Quéré « "Moi, je n'y crois pas trop à cette vérité scientifique." Contestation des savoirs médicaux dans les mobilisations féministes de santé en Europe francophone » (n°99, 2023).

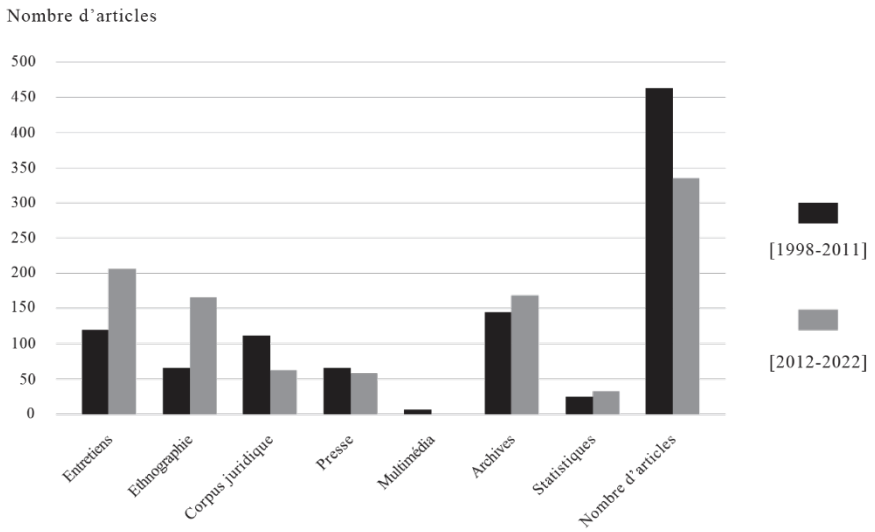
Des approches méthodologiques variées

En ce qui concerne les méthodes, on observe tout d'abord une transformation des pratiques de justification et d'explicitation méthodologique. En moyenne, 33 % des articles ne mentionnent pas explicitement les méthodes utilisées. Cette proportion passe de 45 % d**urant** la première période à 15,5 % dans la **seconde**. On assiste **là non seulement** à une transformation des types d'écriture scientifique, **dans un souci croissant** de clarifier **l'ancrage** empirique **des textes**, mais aussi et surtout à un changement des **exigences** du comité de rédaction. Expliciter largement ses méthodes devient un préalable à l'évaluation. Ainsi, à partir de 2018, **la Note aux contributeurs précise** : « Pour être évalués par *Critique internationale*, les articles soumis doivent reposer sur une démarche méthodologique empirique. Ainsi, ils doivent s'appuyer sur une enquête présentée de manière précise dans l'article et fortement mobilisée dans le corps du texte : des entretiens, des questionnaires, des observations ou une immersion ethnographique, etc. Pour les articles s'appuyant sur des archives et plus largement sur de la documentation (littérature grise, sources administratives, policières ou judiciaires, archives numériques, etc.), le corpus d'analyse doit aussi être clairement précisé, défini, mis en perspective et utilisé dans le texte ». L'identification des méthodes **a été** faite **ici** en analysant leur déclaration explicite dans le corps des articles.

Graphique 9. Explicitation des méthodes



Graphique 10. Type de méthodes



L'explicitation croissante des méthodes fait apparaître une évolution des pratiques d'enquête, avec un **net** basculement vers l'utilisation de méthodes d'enquête de terrain, qui deviennent nettement majoritaire**s**. Si le recours à l'enquête par entretiens **demeure** dominant, on assiste à un tournant ethnographique de la science politique française largement documenté par ailleurs[13]. L'usage de sources de nature documentaire (corpus juridique, presse, multimédia**s** et archives), qui ensemble dominaient au cours de la première période, est globalement en recul. Cela concerne surtout l'analyse des corpus juridiques, ainsi que le recours aux sources de presse et multimédia**s**. L'utilisation d'archives, **quant à elle, est de plus en plus fréquente (**de 31 % à 50 % des articles) bien que le recours à ce terme recoupe des réalités diverses. **Sauf** dans les articles d'historiens, l'archive est rarement au cœur de l'administration de la

[13] Sarah Mazouz, Martina Avanza, Romain Pudal, **Marie Vannetzel,** « Chronique bibliographique **sur l'e**thnographie politique », *Revue française de science politique*, **70 (1), 2020**, p. 989-990.

preuve et vient souvent compléter d'autres sources. Le recours à l'analyse des statistiques reste marginal. Rappelons que cette évolution va de pair avec la croissance d'un usage assumé de plusieurs méthodes, là où l'utilisation d'une seule méthode était majoritaire dans la première période. Il est possible de mettre cette évolution méthodologique **en relation** avec la montée des terrains dans les pays du Sud : l'accès aux sources documentaires **y** est **certes plus difficile en contexte autoritaire, mais quelquefois plus facile dans d'autres contextes en raison** des injonctions à la transparence ou du manque de régulation des archives institutionnelles. L'immersion ethnographique devient parfois le moyen d'accéder à des mines documentaires *via* les relations interpersonnelles.

Temporalités des études

La prise en compte de la temporalité met également en avant une transformation du style des articles publiés. Les articles de commentaire à chaud de l'actualité (élections, **notamment**) sont en recul, **de même que** les articles à vocation historique. La proportion des articles liant analyse d'actualité et mise en perspective historique augmente fortement. Nous aurions aimé objectiver l'évolution des objets et des concepts, mais la tâche **est d'une ampleur qui dépasse largement les possibilités de cet état des lieux**.

Tableau 3. Périodes couvertes

Type de temporalité	1998-2011	2012-2022	Total général
Période actuelle (**enquêtes concomitantes aux phénomènes étudiés**)	137	91	228
Période actuelle avec perspective historique	149	143	292
Historique	172	92	264
Non précisé	2	9	11
Total général	460	335	795

Conclusion

Les différents éléments mis en lumière ici dessine**nt** l'**identité** d'une revue **où** l'internationalisation opère et se développe dans un cadre disciplinaire progressivement resserré autour de la science politique et de la sociologie, **et** où les auteur·es n'exerçant pas en France diminuent au fil du temps, alors que l'on assiste à une ouverture extra-européenne des terrains d'investigation. Cela s'explique sans doute par l'originalité du positionnement comparatiste dont ***Critique internationale*** se fait l'atelier, **et** qui s'inscrit parfois en décalage avec les pratiques **dominantes**[14]. Enfin, pour les collègues étrangers et étrangères, même proches en termes analytiques, se pose aussi la question de la publication dans un espace qui n'est pas toujours reconnu dans leur carrière, **et ce,** pour des raisons **de discipline** ou **d'indexation**[15]**.**

Néanmoins, le pari initial est tenu : *Critique internationale* **offre** un espace original au développement de la politique comparée et plus largement des sciences sociales du politique et de l'international. Son essor est allé de pair avec une reconnaissance grandissante, voire une normalisation de terrains extra-européens, du moins dans la science politique française. En vingt ans, la situation a profondément évolué et, de plus en plus fréquemment, des jeunes collègues ayant fait leurs thèses sur l'Afrique, le monde arabe, l'Amérique latine ou l'Asie sont recruté·es sur des postes à l'université, sans qu'intervienne le moindre coloriage géographique. *Critique internationale* a largement **contribué à** ce phénomène, **en offrant, d'une part,** un espace de publication à des travaux monographiques extra-européens, renouvelés dans les méthodes d'approche du terrain, **d'autre part,** un miroir et un enrichissement à la mise en discussion des questionnements centraux des sciences sociales[16].

Hélène Combes est directrice de recherche au CNRS, rattachée au C**entre de recherches internationales (CERI,** Sciences Po/CNRS). Elle a dirigé *Critique internationale* de 2017 à 2023. Au cours de sa trajectoire académique, elle a travaillé sur les partis, les mobilisations, la lutte contre la corruption et la matérialité du vote dans une perspective comparée et essentiellement depuis des terrains latino-américains, en particulier, mexicains. Elle a

---

[14] A. Baczko, L. Gayer, É. Massicard, « **La monographie comparative : embrasser la tension entre singularité et universalité** », art. cité.

[15] Assia Boutaleb, Nicolas Martin-Breteau, **« L'autre *Critique internationale*, ou la revue non advenue », dans ce numéro,** p. à compléter par moi sur épreuves.

[16] Nous remercions **vivement** Dorian Ryser, **documentaliste-cartographe du CERI**, qui a mis en forme les graphiques présentés dans cet article, ainsi que Marième **N'Diaye** et Thomas Brisson**, nos collègues de la rédaction de *Critique internationale***, pour leurs commentaires et suggestions sur une **première** version de ce texte.

notamment publié *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique* (Paris, Karthala, 2011) et *Sociologie du clientélisme*, avec Gabriel Vommaro (Paris, La Découverte, 2015).
hélène.combes@sciencespo.fr

Éric Verdeil est professeur de géographie et études urbaines à Sciences Po, responsable du master Stratégies territoriales et urbaines (école urbaine de Sciences Po) et chercheur au C**entre de recherches internationales (CERI,** Sciences Po/CNRS). Il travaille sur l'écologie politique des infrastructures urbaines, notamment au Proche-Orient. Il a publié notamment, en collaboration avec l'Atelier cartographique de Sciences Po, un *Atlas des mondes urbains* (Paris, Presses de Sciences Po, 2020), et coordonné, avec Sylvy Jaglin, le dossier « Electrical Hybridizations in Cities of the South: From Heterogeneity to New Conceptualizations of Energy Transition », *Journal of Urban Technology* (30 (2), 2023, p. 1-10).
eric.verdeil@sciencespo.fr

Daniela Gonzalez, diplômée du master de science politique, mention politique comparée (2022), a été en charge de la constitution de la base de données.